



Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Enfance et de la Famille
Etablissements et Schéma de l'Enfance

RENDU EXECUTOIRE LE

- 8 FEV. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 23/01/2023

Reçu en préfecture le 23/01/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230119-23_A_ESE_0005-AR

S²LO

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0005

en date du 10 JAN. 2023

**Portant revalorisation du prix de journée du
Village d'Enfants de Monts-sur-Guesnes de la
Fondation Action Enfance pour les
départements extérieurs à compter
du 1^{er} avril 2022**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la transposition par accords collectifs des mesures « Laforcade » qui étendent le Ségur 1 conformément à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale 2022 en faveur, entre autres, des établissements médico-sociaux financés par les Départements ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DEF-ESE-0015 du 18 mars 2022 portant fixation du prix de journée du Village d'Enfants de Monts-sur-Guesnes pour l'exercice 2022 ;

CONSIDERANT, la remontée d'information effectuée des gestionnaires d'établissements et services accueillant des enfants relevant d'Aide Sociale à l'Enfance de la Vienne, permettant d'établir un nombre prévisionnel 2022 d'équivalents temps-plein concernés par lesdites revalorisations effectives au 1^{er} avril 2022 ainsi que son impact budgétaire ;

CONSIDERANT que le Département de la Vienne a versé le montant équivalent aux 36 places occupées par ses ressortissants sur les 56 places actuellement ouvertes ;

CONSIDERANT que l'établissement doit pouvoir facturer aux autres Départements la part de ces revalorisations incombant à leurs ressortissants ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Au titre des mesures salariales pour les professionnels sus-mentionnés, le prix de journée opposable aux ressortissants des départements extérieurs à la Vienne s'élève à **171,64 € à compter du 1^{er} Avril 2022.**

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Directeur du Village d'Enfants sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et **publié sur le site internet du Département lavienne86.fr.**

Fait à POITIERS, le 13 JAN. 2023



**Le Président du Conseil Départemental,
Alain PICHON.**